

Monsieur,

25X1

Quand Hitler privait l'Allemagne de beurre, c'était pour forger des canons. Quand René Mayer adopte le plan de détresse pour les importations de la zone dollar, il fait non seulement bon marché du bien-être de la population, donc de son moral, mais il compromet également le réarmement. Car, à tout prendre, il s'agit surtout de matières premières, de biens d'équipement, et fort peu de biens de consommation. C'est pourquoi ce plan de détresse ne peut pas être appliqué. Les Etats-Unis en souffriraient autant que nous, plus que nous peut-être. Quand ils nous menacent parfois de leur redoutable isolationnisme, c'est pour nous effrayer; ils savent bien que les temps en sont révolus et ne pourront revenir. Quand René Mayer décide d'appliquer le plan de détresse, c'est certainement pour les alerter; il sait bien que les Etats-Unis achètent de la sécurité. Il leur signale ainsi que nous en avons à vendre. A bon compte d'ailleurs, car, encore une fois, il ne s'agit pas de nous donner du dollar, mais de nous en échanger contre des francs, ou, mieux, contre du travail. Une délégation de patrons français part précisément pour les Etats-Unis, afin d'étudier les problèmes de productivité. Dans ce domaine, les Américains entendent leur donner des leçons. Ils pourraient aussi bien leur passer des commandes qui se traduiraient par un sérieux appoint de dollars. Il n'en faut que 325 millions, après tout.

Enfin, mettre le pays au courant des difficultés qui l'attendent pour ses importations, n'est-ce point aussi décourager ceux qui seraient tentés de préparer un mauvais coup contre le gouvernement ? En cherchant bien, on trouverait certainement encore d'autres mobiles à la révélation de René Mayer et aux menaces qu'elle comporte. Les trois mobiles énumérés ci-dessus sont d'ailleurs suffisants : prévenir les Etats-Unis de façon un peu spectaculaire, la seule qui comprenne vraiment l'opinion publique de ce pays; préparer les voies à ceux qui solliciteront l'exécution en France de commandes américaines; démontrer aux candidats à la succession de René Plevin que l'héritage ne vaut pas la peine qu'ils prendraient pour le saisir.

Cela dit, vous me dispenserez de commenter plus avant une décision qui sera vite transgressée. Le plan de détresse est un croquemitaine qui sera prochainement relégué au magasin des accessoires. Il est toutefois évident que, pendant quelques jours, on en parlera beaucoup; on ne parlera même que de lui; on rapportera tout à lui; on ne prendra de décisions qu'en fonction de son existence. Ainsi font les parents qui veulent avoir la paix avec des enfants turbulents.

Aux réclamations sur le prix de l'essence, on répondra : plan de détresse. Aux cris que le Parlement poussera quand il saura que René Mayer comprime à l'extrême les crédits d'investissement et de reconstruction, on répondra : plan de détresse. Non pas qu'il s'agisse de phénomènes semblables, puisque l'un est une question de change et l'autre une question de budget, mais on invoquera la difficulté d'importer certains matériels ou matériaux.

Quand on discutera du pool acier-charbon, on appellera le plan de détresse à la rescousse et l'on prouvera que le pool économise des dollars. On pourrait même en parler très rapidement, car le Gouvernement, qui n'est pas pressé de discuter de l'Armée européenne dans l'enceinte du Palais-Bourbon, va s'efforcer de faire passer devant ce débat celui du Plan Schuman, en démontrant qu'il est urgent de réaliser ce plan pour maintenir le niveau de la production, auquel les questions de réarmement se rattachent. Le gouvernement aura d'ailleurs quelque peine à réussir ce tour de passe-passe, mais Plevin nous a habitués à aussi fort. Il est même probable que le plan de détresse servira également à provoquer un

scrutin de confiance qui renforcera l'autorité du cabinet.

A l'O.N.U., l'Egypte a sollicité et, bien entendu, obtenu l'ajournement de la question marocaine. Et chacun de s'en féliciter. Peut-être avec imprudence, car les nations arabes, auteurs de la plainte, attendent vraisemblablement du renfort qui pourrait bien être le discours que le Sultan du Maroc doit prononcer le 18 novembre. Et puis, la menace subsiste toujours d'une décision brusquée que pourrait prendre Madrid d'assouplir sa politique au Maroc espagnol. Il ne saurait s'agir d'indépendance. Le général Valino déclarait encore tout récemment, à Tétouan, qu'il entendait affermir dans sa zone l'influence espagnole. Ce propos n'empêche pas certaines rumeurs de circuler, selon lesquelles les autorités de Madrid seraient disposées à provoquer la constitution d'un gouvernement khalifien, pourvu d'une certaine liberté d'allure, sinon d'action, et flanqué d'une assemblée ayant à sa tête peut-être le khalifat élu. Il est certain qu'une initiative de ce genre ne pourrait aboutir qu'avec l'accord de la France, de qui l'Espagne tient ses pouvoirs en vertu d'une délégation. Une communication officielle et largement diffusée de ces intentions ne serait cependant pas sans conséquences politiques graves, même si, dans la pratique, elle devait ne pas être suivie d'effet.

La discussion sur le Maroc ayant tourné court, l'Assemblée de l'O.N.U. a entendu hier de nombreux délégués, dont le plus important fut Van Zee-land. Mais, dans les grandes assises internationales, les attitudes publiques ne sont que la lettre. Ce sont les propos de couloirs qui sont l'esprit, quand ils s'échangent entre hommes qui, tout en n'engageant pas leurs gouvernements, sont réputés porte-parole valables et autorisés. Pour la délégation anglaise, le rôle paraît être tenu par Anthony Nutting, sous-secrétaire parlementaire au Foreign Office, un jeune de 31 ans, qui fut secrétaire de Eden, à qui il est manifestement très dévoué. C'est lui qui, récemment, disait en parlant de Churchill : "Nous aussi, à une époque où l'on parle de paix, nous avons notre Briand qui s'endort au banc des ministres et qui ne se souvient plus de certains membres de son cabinet". C'est Nutting qui, appelé en consultation par le vieux leader conservateur avant les élections, lui soumit un plan comportant l'éventualité d'une rencontre avec Staline, le conseil de se désolidariser de la politique américaine dans le secteur d'Europe orientale contre l'abandon par l'U.R.S.S. de ses protestations à l'occasion du traité japonais, ainsi qu'un assouplissement de l'attitude anglaise en Corée contre une révision des exigences russes pour les élections allemandes. Il est évident que, avant d'être soumis à Churchill, ce plan avait été examiné par Eden.

Anthony Nutting s'entretient volontiers, dans les couloirs de l'O.N.U., avec Sobolev, ambassadeur d'U.R.S.S. à Varsovie. Les deux hommes se connaissent depuis un certain temps car, l'an dernier, Nutting s'est rendu en Pologne, délégué par les jeunes conservateurs et aussi envoyé par les filateurs de Manchester pour essayer de reprendre une partie du marché des textiles polonais à une très grosse entreprise française. Donc, Nutting et Sobolev causent volontiers ensemble.

Les Anglais savent combien la question du pétrole est importante pour l'U.R.S.S. et combien les entreprises américaines contre les puits européens sous contrôle russe (ceux de Zisterdorf, par exemple, dans l'incendie desquels les services spéciaux yankees ont certainement joué un rôle) sont irritantes pour Moscou. Les Russes savent combien la question Soudan-Egypte compte pour le prestige du gouvernement conservateur britannique. Sur ces deux terrains, où une commune méfiance de l'ingérence américaine les rapproche, Londres et Moscou s'avancent avec une sage lenteur. Et Sobolev, en réponse à une question de Nutting concernant la vraie position russe sur l'affaire d'Egypte, a pu répondre en substance : "Que pense le nouveau gouvernement britannique des problèmes en suspens dans l'affaire du traité de paix autrichien ?" En somme, les deux capitales

en sont encore à la phase des tâtonnements, chacune s'efforçant de décoller jusqu'à quel point elle peut compter sur l'autre pour poursuivre sur des terrains très définis la politique anti-américaine sournoise du gouvernement Attlee.

Je vous ai d'ailleurs bien souvent exposé les rivalités anglo-américaines, notamment dans l'affaire des pétroles d'Iran qui fait actuellement relâche --pas pour bien longtemps certainement-- après la reconnaissance par le secrétariat d'Etat de l'échec de la médiation Harriman. Les Américains incriminent l'intransigeance britannique et les Anglais l'incompréhension américaine pour tout ce qui touche à l'Orient. Dans cette affaire d'Iran, les conservateurs sont aussi enragés que les travaillistes et s'ils sont partisans de l'éviction de Mossadegh, ils s'inquiètent cependant des préparatifs établis par les Américains pour déclencher en Iran un renversement de majorité. Washington a en effet envoyé récemment à Téhéran William Warne, dont les compétences en matière de manipulations électorales sont très appréciées par le parti démocrate. C'est pourquoi Warne a été nommé directeur de la Division de coopération technique avec la Perse, sa mission étant d'empêcher le parti Tudeh de s'emparer du pouvoir si Mossadegh est éliminé. Mais les Anglais disent que Warne, appartenant à l'équipe Harriman et ayant des amitiés côté Mac Ghee, s'occupera aussi et surtout de pétrole. Ils n'en sont pas satisfaits et, tout comme le gouvernement travailliste, le gouvernement de Churchill paraît assez près de se servir du traité de 1921 pour contrer en Iran les entreprises américaines.

paul dehème

EN V R A C. et EN B R E F

AU SENAT.- Le sénateur du Tchad Bechir Sow démissionne. Il était inscrit au groupe R.F.F. qui, de ce fait, ne compte plus momentanément que 52 membres. Le sénateur Chastel s'inscrit chez les républicains indépendants, dont le groupe passe à 44 membres. Perdureau s'inscrit au Centre républicain d'action rurale et sociale (15 membres). Pinsard devient le 65ème membre du R.G.R. et Patient le 59ème du groupe socialiste. Patient était auparavant inscrit chez les "apparentés socialistes" qui ne sont plus désormais que deux.

PROGRAMME D'EXPORTATION DES CUIRS ET PEAUX bruts et tannés.- Je le tiens à votre disposition.

PLAN D'EQUIPEMENT DE L'AFRIQUE PORTUGAISE.- Sous l'impulsion de l'O.E.C.E. et des voisins sud-africains ou rhodésiens des territoires portugais d'Afrique, le gouvernement portugais vient d'établir des programmes de grands travaux au Mozambique et en Angola. Pour le Mozambique, il s'agit essentiellement de travaux d'irrigation, de la venue de colons et techniciens portugais, de création d'industries transformatrices des produits locaux, de l'extension des réseaux routiers, ferroviaires et aériens, de l'utilisation des voies navigables et, enfin, de la réorganisation des ports secondaires, tel que celui de Nacala. Le coût prévu de ces travaux serait de 2.100 millions d'escud. En ce qui concerne l'Angola, un programme de grands travaux, s'étalant de 1951 à 1955, a été établi. Il porte principalement sur l'équipement hydro-électrique, la construction ou l'amélioration des routes, ponts et voies ferrées (chemin de fer de Loanda et de Mossamedes), de la création d'aéroports à Loanda et à Vila-Luso, de l'équipement des ports de Lobito, Loanda, Mossamedes et Noqui, de la mise en valeur agricole, forestière et minière, enfin, de divers travaux urbains, notamment la construction d'hôpitaux et de réseaux d'adduction d'eau. La réalisation de ce programme est évaluée à 1.300 millions d'escudos.